

Patrick Martin : « On ne peut pas vouloir tout et son contraire »

« “Il faut revoir l’ordre des sujets, en commençant par l’équilibre du système” », titre Les Echos qui ouvre ses colonnes à **Patrick Martin**, lequel qualifie le conclave de « quadrature du cercle ». « Le Medef veut relancer les discussions sur de nouvelles bases », explique son président, appelant à revoir l’ordre des sujets et à « élargir le chantier au financement de toute la protection sociale » afin de ne pas passer à côté du « déséquilibre des régimes sociaux et le fait qu’ils pèsent trop sur le travail. » « Il faut baisser les cotisations salariales et patronales, et augmenter les recettes fiscales », ajoute-t-il, décrivant un système « à bout de souffle ». Il souhaite enfin « sortir du format imposé par le gouvernement et réunir les organisations patronales et syndicales dans un cadre autonome ». Selon Patrick Martin, le Premier ministre n’a pas semblé « fermé à un changement de méthode » et à l’idée « d’élargir la discussion au financement de la protection sociale ». Un retour en arrière sur l’âge légal lui semble par ailleurs « impossible sans compromettre l’indispensable retour à l’équilibre. » « On ne peut pas vouloir tout et son contraire », ajoute-t-il, se disant « dubitatif sur les options évoquées ». Pour rétablir l’équilibre des retraites du privé, il propose de préserver « le rendement de la réforme de 2023 », pointant « des marges de manœuvre sur les carrières longues ». La mise à contribution des retraités ? « On ne pourra pas balayer ce sujet d’un revers de la main », répond le président du Medef, qui évoque l’abattement fiscal de 10 % sur les retraites ou encore la hausse de la CSG pour les retraités. « Les responsables politiques ont du mal à mettre ce sujet sur la table, sans doute avons-nous un rôle à jouer », poursuit-il. Si le Premier ministre a pris l’engagement qu’en cas d’accord, même portant seulement sur les questions de l’usure professionnelle de certaines personnes et pas de métiers ou des carrières longues, le texte irait devant le Parlement, **Patrick Martin** n’est « pas dupe ». « Un accord partiel serait un cheval de Troie pour une remise en cause de l’âge légal par les parlementaires ». Sur les finances publiques, il martèle que la France « ne peut plus échapper à des économies sur la sphère publique » et le Medef fera d’ici à juin des propositions très concrètes sur l’organisation et l’efficacité du système de santé. Cependant, « les travaux que mène le gouvernement sur le rétablissement d’une sorte d’ISF sont un chiffon rouge absolu pour les **dirigeants de PME et d’ETI familiales** », conclut-il, rappelant qu’il faut être « très précautionneux avec ce genre de signal ». (Les Echos, p.2)